

Accord professionnel

**PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE (DÉCÈS, INCAPACITÉ
TEMPORAIRE, INCAPACITÉ PERMANENTE EN AGRICULTURE
(Centre)**

(3 juillet 2009)

(Etendu par arrêté du 9 décembre 2009,
Journal officiel du 18 décembre 2009)

AVENANT N° 1 DU 29 MARS 2010

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1097228M

Entre :

La FRSEA du Centre ;

Les EDT du Centre ;

La FRCUMA du Centre,

D'une part, et

La FGA CFDT

La FNAF CGT

La FGTA FO

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable sur la région Centre aux salariés non cadres et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à l'article L. 722-1 1° du code rural

(à l'exception des rouisseurs-teilleurs de lin, des centres équestres, entraîneurs de chevaux de courses, champs de courses et des parcs zoologiques), 2° (à l'exception des entreprises du paysage) ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Article 2

Compléments apportés à l'accord

1. Modifications de l'article 6 de l'accord régional

Les partenaires sociaux signataires décident d'apporter les modifications suivantes à l'article 6 de l'accord relatif à l'adhésion et l'antériorité :

- au 2^e paragraphe, les termes « d'un accord de prévoyance » sont remplacés par « d'un régime de prévoyance » ;
- au 2^e paragraphe, après les termes « les entreprises disposant déjà d'un régime de prévoyance », il est inséré « (au sens de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale) » ;
- au 6^e paragraphe, les termes « l'accord d'entreprise » sont remplacés par « le régime de prévoyance d'entreprise » ;
- au 7^e et dernier paragraphe, la phrase « La commission paritaire de suivi et de surveillance prévue dans l'accord régional sera chargée de vérifier le caractère plus favorable des accords conventionnels signés » est supprimée.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain du dépôt de l'accord.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Fait à Orléans, le 29 mars 2010.

(Suivent les signatures.)